

Le mercredi 27 mai 2015 à 14h en salle du CENS (salle 3000, bâtiment Censive, Campus Tertre de l'Université de Nantes), Philippe BIDE-EMERIAU a soutenu sa thèse de doctorat en sociologie intitulée:

"Le capital politique des agriculteurs entre déclin, résistance et conversion. Le cas des maires agriculteurs dans les Deux-Sèvres"

Devant un jury composé de:

- **Claude Compagnone**, Sociologue HDR, professeur de sociologie à AgroSup Dijon, membre du laboratoire CAESER
- **Nicolas Gamache**, Géographe, docteur membre du laboratoire Identité et connaissance des territoires et environnement en mutation, Université de Poitiers
- **Roger Le Guen**, Sociologue HDR, enseignant-chercheur en sociologie à l'ESA, membre du laboratoire LARESS
- **Julian Misch**, Chargé de recherche CNRS HDR, INRA-Dijon, membre du laboratoire CAESER
- **Charles Suaud**, Professeur de sociologie, CENS, Université de Nantes
- **Annie Collovald**, Professeure de sociologie, CENS, Université de Nantes

Résumé

Alors qu'en France, de 1960 à 2014, la proportion des agriculteurs dans la population active est passée de 20% à seulement 1,4%, celle des maires agriculteurs est passée de 50% à 15%.

Cette recherche a consisté à s'interroger sur les causes de cette moindre baisse des maires agriculteurs, en termes de métier, d'engagement professionnel et social, et d'héritage politique.

L'étude, conduite dans les Deux-Sèvres, a utilisé trois types de méthode: une analyse des profils sociaux de la population des maires sur la période de 1983 à 2014, une enquête par questionnaire auprès de 163 agriculteurs en mandat de 2001 à 2014 et trente interviews d'élus locaux.

Le maintien relatif du poids des maires agriculteurs s'explique moins par leur capital d'autochtonie, leur capital politique se structurant par d'autres ressources plus déterminantes: le capital économique et les conditions d'exercice du métier, les engagements professionnels et associatifs, enfin, le capital culturel lié au cursus scolaire. Mais les agriculteurs, à la tête d'exploitations moins familiales, peinent à dégager du temps pour l'engagement en politique; et l'exercice de leur métier les accapare de plus en plus face aux exigences croissantes de productivité, de qualité et de protection de la nature. Et, en trente ans, les dynamiques sociologiques de leurs communes se sont modifiées alors que les intercommunalités se généralisaient. Le maintien à terme d'agriculteurs maires semble dépendre d'une ré articulation entre capital professionnel et capital politique. Cet enjeu est important car ce groupe professionnel utilise majoritairement les territoires ruraux pour des activités économiques et culturelles structurantes.

Mots clés: maires agriculteurs, capital politique, élu local, territoires, ruralité